



L'INDUSTRIE BANCAIRE FRANÇAISE

L'industrie bancaire est un atout clé de l'économie française et de son développement territorial.

Dans un monde incertain et de plus en plus ouvert, les défis à venir sont nombreux pour maintenir la capacité des banques à répondre aux besoins de tous leurs clients.

01 UNE INDUSTRIE
STRATÉGIQUE

02 DÉFIS À VENIR

01 UNE INDUSTRIE STRATÉGIQUE

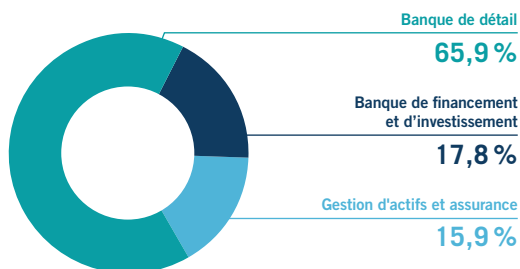
Le modèle de banque universelle de proximité est une spécificité française qui a fait ses preuves. Renforcé par le développement du digital, ce modèle évolue vers une proximité relationnelle.

Un modèle solide de banque universelle

Le modèle de banque universelle est une spécificité de la banque en France qui lui permet de contribuer efficacement au financement de l'économie, à des conditions favorables. En offrant une **palette complète de métiers regroupés au sein d'une même institution**, elle répond aux besoins de tous les clients : particuliers, professionnels, PME, grandes entreprises, institutions financières, collectivités publiques, États... La diversification de ses sources de revenus et des risques lui confère sécurité et stabilité.

RÉPARTITION DU PRODUIT NET BANCAIRE (PNB) PAR MÉTIERS DES PRINCIPAUX GROUPES BANCAIRES FRANÇAIS EN 2018.

Source : ACPR



Avec des banques figurant au **palmarès des classements européens et internationaux**, la banque française représente une industrie stratégique de notre pays. 4 banques françaises figurent ainsi dans le Top 20 mondial et 5 banques françaises sont présentes parmi les 10 plus grandes de la zone euro (source : S&P Global, 2019).



BANQUES FRANÇAISES PARMIS LES 30 BANQUES D'IMPORTANCE SYSTÉMIQUE MONDIALE (G-SIBS).

Source : FSB, 2019

Les banques françaises **n'ont cessé de renforcer leur solidité depuis plus de 10 ans** : avec 312 milliards d'euros de fonds propres de base, les six principaux groupes bancaires français ont plus que doublé leur ratio de solvabilité qui atteint 13,6% en 2018 (contre 5,8% en 2008) (source : ACPR).

Cette solidité est confirmée par les travaux du FMI sur l'évaluation du secteur financier français (FSAP) dont le rapport, publié en juillet 2019, souligne que la réglementation mise en place à la suite de la crise financière mondiale a permis d'améliorer sa résilience globale.

Une présence territoriale au service de tous

Avec son modèle de banque universelle, l'ancrage territorial est l'autre marque de fabrique de l'industrie bancaire en France. Par leur présence sur tout le territoire, les banques contribuent à irriguer la vie économique, qu'il s'agisse des zones urbaines ou rurales, dans une relation de proximité forte avec leurs clients.

Grâce à un réseau de 36 519 agences bancaires (source : BCE, 2018), les Français disposent d'un interlocuteur de proximité pour réaliser leurs projets. L'accès aux espèces est facilité avec plus de 76 000 points de distribution comprenant 54 786 distributeurs automatiques de billets (source : GIE CB, 2018) et d'autres accès privés dans toute la France (source : Banque de France, 2019).

Si le nombre d'agences bancaires est en baisse, cette diminution est moins marquée en France (4,7 % entre 2009 et 2018) que dans la zone euro (26,4 % en moyenne) (source : BCE, 2018).

Par ailleurs, cette évolution va de pair avec le **développement de nouveaux usages** : alors que la fréquentation des agences tend à diminuer, le digital offre une gamme élargie de produits et services disponibles 24h/24. Le digital prolonge ainsi et enrichit la proximité physique par une proximité relationnelle.

DES FRANÇAIS ESTIMENT QUE LA BANQUE IDÉALE DOIT PERMETTRE D'ALTERNER ENTRE BANQUE PHYSIQUE ET BANQUE DIGITALE EN FONCTION DES BESOINS.

Source : IFOP, enquête « Les Français, leurs banques et leurs attentes », mai 2019

Un acteur dynamique du marché de l'emploi

Avec **plus de 42 300 embauches en 2018**, le secteur bancaire est l'un des premiers employeurs privés en France. Les 362 800 personnes travaillant dans les banques représentent **1,9% de l'emploi salarié privé** en France (source : FBF, 2018). Les effectifs globaux sont en légère baisse depuis 2011 (moins de 1 % par an en moyenne), une évolution qui reste toutefois inférieure à celle des effectifs de la zone euro en baisse de 2,7 % (source : BCE, 2018).

Le secteur bancaire propose **des emplois pérennes et très qualifiés** : plus de 98 % des salariés sont en CDI et 68 % des embauchés en CDI ont le statut de cadre en 2018.

La banque est **un secteur très féminisé** : 57 % des effectifs de la banque et 48 % des cadres sont des femmes en 2018 (+4 points depuis 2012). À titre de comparaison, les femmes représentent 48,1 % de la population active et 32,3 % des professions cadres, selon l'Observatoire Skema de la féminisation des entreprises.

La profession bancaire consacre **une part importante de ses investissements à la formation**. En 2018, le secteur bancaire a consacré 4,6 % de sa masse salariale, soit une enveloppe de l'ordre de 500 millions d'euros, à la formation professionnelle de ses salariés. Près de 100 % des salariés ont ainsi bénéficié d'au moins une formation et 12,6 % des techniciens ont bénéficié d'une promotion.

Les banques attachent une grande importance à l'insertion professionnelle et conduisent **une politique active en faveur de l'alternance** : en 2018, les banques ont accueilli plus de 6 200 nouveaux alternants (apprentis ou contrats de professionnalisation) (source : banques AFB).

02 DÉFIS À VENIR

Souveraineté de l'UE en matière de financement et de paiements, conséquences du Brexit, contexte durable de taux bas, financement de la transition énergétique, etc.
De nombreux défis attendent l'industrie bancaire en 2020.

Bâle et sa transposition dans l'UE

Au niveau européen, la transposition à venir de l'accord de Bâle de décembre 2017 s'annonce cruciale pour l'industrie bancaire. Cette transposition doit au préalable prendre en compte les spécificités du financement européen afin de maintenir la capacité des banques européennes à financer l'économie. Il en va de l'indépendance financière de l'UE.

Impact des taux durablement bas

L'environnement de taux bas continue de comprimer la marge nette d'intérêt de la banque. La rentabilité des capitaux propres des principaux groupes bancaires français est de 6,7% en 2018 (source : ACPR), à comparer à celle du début des années 2000 (plus de 10%).

Des demandes sociétales fortes

Dans cet environnement contraint, la banque répond à des attentes sociétales toujours plus fortes, qu'il s'agisse de l'aide à l'insertion sous toutes ses formes, de l'accompagnement des publics en situation de fragilité financière, etc. La profession bancaire s'engage de manière responsable sur tous ces sujets sans pouvoir toutefois se substituer aux acteurs sociaux ou aux services de l'État.

Brexit : une opportunité pour Paris

Les banques se sont préparées au retrait du Royaume-Uni de l'UE depuis deux ans afin d'assurer la continuité des services pour l'ensemble de leur clientèle. Certaines mesures nationales et européennes ont aussi permis d'adapter le cadre législatif et réglementaire aux effets du Brexit en matière financière. Ce retrait doit rester une opportunité pour la Place de Paris qui possède des acteurs financiers et des entreprises émettrices puissants, une gamme diversifiée d'activités et des pôles reconnus d'expertises financières.

Financement du climat, une priorité

Les banques françaises sont pionnières en matière de finance verte et responsable. Engagée dès 2015 lors de la COP21, la Place de Paris poursuit son action. Les initiatives législatives et réglementaires doivent permettre d'aller encore plus loin dans l'accompagnement de tous les clients vers une finance durable et des projets toujours plus verts.

Souveraineté de l'UE à l'heure du numérique

Dans un monde de plus en plus ouvert et digital, l'indépendance de l'UE doit être préservée. Celle-ci se matérialise notamment par une industrie des paiements forte bénéficiant d'infrastructures européennes. Cette ambition intègre aussi le sujet de la protection des données qui doit être encouragée.